

Le secteur du transport aérien appelle les États à l'aide

L'IATA, l'association du transport aérien international, tire la sonnette d'alarme : sans aides massives des États, le secteur court à la catastrophe. 200 milliards de dollars d'argent public sont nécessaires pour sauver les compagnies aériennes.

Il y a une semaine, l'IATA chiffrait les pertes du secteur aérien à 113 milliards de dollars. Il s'agissait de l'hypothèse la plus sombre et pourtant, la situation devrait encore sérieusement empirer : les compagnies aériennes pourraient ainsi voir s'évaporer 252 milliards de dollars cette année, soit une perte du chiffre d'affaires de 44% par rapport à 2019 ! En cause : des passagers qui sont de moins en moins nombreux (-38%) en raison des mesures de confinement et de la fermeture des frontières un peu partout dans le monde. Des dispositifs indispensables pour contenir l'épidémie de coronavirus, mais qui clouent les avions au sol. L'IATA estime que les restrictions ne seront pas levées avant trois mois.

Une perte équivalente à 40% de ses revenus

Le secteur du transport aérien ne bénéficiera pas non plus d'un rebond important de l'activité. L'organisation avait prévu à l'origine une courbe en « V », soit une chute de l'activité suivie par une reprise forte. Il n'en sera finalement rien selon les dernières projections de l'IATA. Il faudra plutôt s'attendre à une reprise graduelle et progressive, qui n'interviendra qu'en 2021. Il faudra dans l'intervalle gérer les conséquences de la récession mondiale sur l'emploi et la croissance. Les compagnies aériennes ne retrouveront leur pleine capacité que d'ici la fin de l'année.

Liquidités réduites

Or, les entreprises du secteur ont une visibilité réduite : leur trésorerie est à horizon de deux mois, pas plus. Or, les compagnies n'ont plus de recettes, mais toujours des coûts. L'IATA craint une crise de liquidités qui risque de mener plusieurs transporteurs dans le mur. C'est pourquoi l'organisation demande aux États de porter secours des compagnies aériennes, sous la forme de prêts, de garanties de prêts, d'allègements de charges, voire d'aides directes. L'IATA estime que les besoins sont de 200 milliards de dollars d'argent public.